



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions/Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada
See herein for bid submission
instructions/

Voir la présente pour les
instructions sur la présentation
d'une soumission

NA
Ontario

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

Regional Master Standing Offer (RMSO)

Offre à commandes maître régionale (OCMR)

The referenced document is hereby revised; unless
otherwise indicated, all other terms and conditions of
the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf
indication contraire, les modalités de l'offre demeurent
les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services / Travaux
publics et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3

Title - Sujet Gaz comprimés et des fournitures de Gaz comprimés et des fournitures de soudage	
Solicitation No. - N° de l'invitation E6TOR-20RM10/A	Date 2021-07-07
Client Reference No. - N° de référence du client E6TOR-20-RM10	Amendment No. - N° modif. 003
File No. - N° de dossier KIN-0-54245 (945)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$KIN-945-8402	
Date of Original Request for Standing Offer 2021-05-28 Date de la demande de l'offre à commandes originale	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-07-23 Heure Avancée de l'Est HAE	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Gillis, Melanie	Buyer Id - Id de l'acheteur kin945
Telephone No. - N° de téléphone (613) 328-2654 ()	FAX No. - N° de FAX (613) 545-8067
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Various Federal Departments and agencies within Ontario.	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

L'amendement 003 est en cours d'émission afin d'aborder les points suivants.

Q.1 Les biens durables peuvent-ils être retirés de la demande de prix ou considérés comme facultatifs? Il n'est pas possible de fournir trois années de prix pour les métaux d'apport et autres articles dans le climat actuel.

R.1 Les éléments énumérés à l'annexe B, appendice 1 constituent une exigence ferme.

Q.2 Sommes-nous en mesure de négocier certaines clauses telles que les clauses 1.6, 6.1, l'annexe G et la clause d'exclusion pour des conditions mutuellement acceptables?

R.2 Les conditions des clauses 1.6 et 6.1 ne sont pas négociables.

Q.3 Peut-on fournir des renseignements plus détaillés sur le nombre de sites qui participent à l'offre à commandes?

R.3 Tout ministère, organisme ou société d'État du gouvernement fédéral figurant aux annexes I, I.1, II, III de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R.C. (1985), ch. F-11, peut y participer. Voir ce [lien](#) pour la liste complète.

Les utilisateurs provinciaux sont énumérés dans la partie 7A, 7.6.

Q.4 Pouvez-vous fournir la quantité de bouteilles détenues par chaque site ou une quantité totale de bouteilles? La fonction « zone géographique » ne fonctionne pas dans le document Excel; peut-on y remédier? Nous aimerions savoir combien de bouteilles sont nécessaires dans le cadre de cette offre à commandes.

R.4 Les données volumétriques comprises dans le barème de prix ne sont fournies qu'aux fins d'établissement du prix de la soumission évaluée. Elles ne doivent pas être considérées comme une garantie contractuelle. L'inclusion de ces données dans ce barème de prix ne représente pas un engagement de la part du Canada que son utilisation future des services et points décrits dans la demande d'offre à commandes corresponde à ces données.

La fonction « zone géographique » dans le document Excel fonctionne comme prévu.

Q.5 La date limite de soumission peut-elle être prolongée de deux semaines supplémentaires, jusqu'au 23 juillet 2021?

R.5 La période d'appel d'offres est prolongée jusqu'au 23 juillet 2021.

Q.6 Le fournisseur qui se voit attribuer l'offre à commandes recevra-t-il une liste des emplacements admissibles?

R.6 L'offre à commandes est offerte aux ministères, aux sociétés d'État ou aux organismes du gouvernement fédéral énumérés aux annexes I, I.1, II, III, de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R.C. (1985), ch. F-11. Voir ce [lien](#) pour la liste complète.

Les utilisateurs provinciaux sont énumérés dans la partie 7A, 7.6.

Q.7 L'argon liquide de qualité 5.0 ne fait pas partie de notre offre standard. L'argon liquide de qualité 4.8 est-il acceptable?

R.7 Les éléments énumérés à l'annexe B, appendice 1 constituent une exigence ferme.

Q.8 Notre entreprise suggère d'utiliser la technologie de contrôle individuel des bouteilles pour aider à gérer les stocks au lieu de procéder à un inventaire annuel des bouteilles comme le demande la clause E.2. Un rapport détaillé par lieu d'expédition peut être mis à la disposition de Services publics et Approvisionnement Canada. Pouvez-vous confirmer si cela serait acceptable?

E.2 Inventaire annuel des bouteilles – pour le ministère de la Défense nationale, Collège militaire royal, Kingston, Ontario – Sur demande, on pourra demander à l'offrant de fournir un inventaire annuel des bouteilles sur place au Collège militaire royal, en effectuant une vérification annuelle coïncidant très probablement avec l'anniversaire de la date de début du contrat, afin de vérifier les soldes des comptes individuels des clients, puis de baser la facturation du renouvellement de la location des comptes individuels des clients sur la vérification.

R.8 La gestion et la vérification des bouteilles seront conformes à l'annexe B, E.2.

E.2 Inventaire annuel des bouteilles – pour le ministère de la Défense nationale, Collège militaire royal, Kingston, Ontario

Sur demande, on pourra réclamer à l'offrant de fournir un inventaire annuel des bouteilles sur place, au Collège militaire royal, en effectuant une vérification annuelle coïncidant très probablement avec l'anniversaire de la date de début du contrat, afin de vérifier les soldes des comptes individuels des clients, puis de baser la facturation du renouvellement de la location des comptes individuels des clients sur la vérification.

Q.9 Notre société ne peut promettre une livraison dans les 24 heures suivant la réception de la commande subséquente. Le délai de livraison dépend des produits commandés et du lieu de livraison. Pouvez-vous modifier ou supprimer cette clause?

ANNEXE A – EXIGENCE 1. Fourniture et livraison des gaz comprimés et des fournitures de soudage connexes, tel qu'indiqué aux annexes B, C et D.2. Toutes les bouteilles de gaz fournies doivent respecter les normes les plus récentes de l'Association canadienne du gaz. 3. Les bouteilles doivent être munies de robinets scellés par du ruban en Teflon, par opposition à des composés pour joints filetés, comme la pâte lubrifiante. 4. On s'attend à avoir besoin d'une livraison toutes les semaines, possiblement. La livraison doit être faite dans les 24 heures suivant la réception de la commande subséquente.

R.9 Conformément à l'annexe A, 4. La livraison doit être faite dans les 24 heures suivant la réception de la commande subséquente.

Q.10 Notre société facture les loyers mensuellement et n'utilise pas de frais de surestaries comme mentionné à la section C1. Pourriez-vous envisager de modifier le loyer mensuel afin de tenir compte de la structure de location de notre entreprise?

Frais de surestaries pour les bouteilles – Les soumissionnaires doivent proposer un prix pour les deux méthodes suivantes, détaillées aux sections C.1 et C.2 ci-dessous. Les deux méthodes seront comprises dans l'évaluation. Le client a la possibilité d'utiliser l'une ou l'autre des options de surestaries suivantes : C.1 Frais de surestaries : Par jour – Les bouteilles appartenant à

l'offrant sont prêtées gratuitement pour une période de trente jours, après quoi des frais quotidiens par bouteille s'appliquent. Les bouteilles doivent être retournées à l'entrepôt de l'offrant le plus proche, frais de transport compris. On s'attend à ce que la quantité de bouteilles utilisée se situe entre 1 et 400 bouteilles par jour par client.

R.10 Facturation selon la commande subséquente conformément à l'annexe B, C.1.

Q.11 Notre société peut facturer les services annuellement. Toutefois, ce n'est pas la façon la plus efficace pour Services publics et Approvisionnement Canada de gérer ses coûts de location de bouteilles.

C.2 Frais de surestaries : Location annuelle prépayée – Le plan de location annuelle prépayée est basé sur les frais de surestaries annuels. Les bouteilles peuvent être louées pour une période de douze (12) mois à un tarif forfaitaire à être déterminé par l'offrant, selon la moyenne mensuelle du nombre de bouteilles détenue pendant la période. Plans de location pour le nombre approximatif de bouteilles suivant, par client : a) 1 à 50 bouteilles/an; b) 51 à 100 bouteilles/an; c) 101 à 150 bouteilles/an; d) 151 à 200 bouteilles/an; e) 201 à 250 bouteilles/an; f) 251 à 300 bouteilles/an; g) 301 à 350 bouteilles/an; h) 351 à 400 bouteilles/an – C.2.1 Aux fins de l'évaluation, la somme totale de toutes les catégories de location prépayée annuelle sera utilisée.

R.11 Facturation selon la commande subséquente conformément à l'annexe B, C.2.

Q.12 Notre société ne peut accepter cette clause telle quelle. Le gouvernement est-il disposé à rendre la clause sur les utilisateurs facultatifs mutuellement acceptable?

1.5 Divulgaration de renseignements – Utilisateurs facultatifs – Les définitions suivantes s'appliquent uniquement à cette disposition : « Les utilisateurs facultatifs » sont des entités du secteur MESSS qui n'ont pas été autorisées par leurs provinces respectives à passer des commandes subséquentes dans le cadre de l'offre à commandes. Les « entités du secteur MESSS » sont les municipalités, les établissements universitaires, les écoles et les hôpitaux d'une province. Elles peuvent comprendre les administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, les commissions scolaires, les entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financées par le secteur public, ainsi que toute société ou entité détenue ou contrôlée par les entités précitées.

R.12 Ces conditions ne sont pas négociables.

Q.13 Les conditions de cette solution d'achats électroniques ne sont pas comprises dans cette demande de prix et devront être négociées entre notre société et Services publics et Approvisionnement Canada.

1.6 Migration anticipée vers une solution d'achats électroniques (SAE) – Le Canada développe actuellement une SAE en ligne pour commander plus rapidement et plus facilement des biens et des services. Consultez la section 7.15 Transition vers une SAE, pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de la présente demande de soumissions. Le communiqué de presse du gouvernement du Canada fournit des renseignements supplémentaires.

7.13 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE) – Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut faire la transition vers une SAE pour un traitement et une gestion

N° de l'invitation - Solicitation No.
E6TOR-20RM10/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
E6TOR-20RM10

N° de la modif - Amd. No.
003
File No. - N° du dossier
KIN-0-54245

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin945
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

plus efficaces des commandes subséquentes individuelles pour un ou tous les biens et services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire. Le Canada accepte de donner à l'offrant un préavis d'au moins trois mois pour lui permettre de prendre toute mesure nécessaire à l'intégration de l'offre dans la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les directives et l'aide pertinentes. Si l'offrant choisit de ne pas fournir ses biens et services au moyen de la SAE, l'offre à commandes peut être mise de côté par le Canada.

R.13 Il n'y a pas de conditions à prévoir pour la migration anticipée vers une SAE; il n'y a rien à négocier.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES